

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63847

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Beide Regierungen verpflichteten sich zur Zusammenarbeit in der Außen-, Verteidigungs-, Erziehungs- und Jugendpolitik, wobei die Realisierung der Kooperation durch regelmäßige Konferenzen der Staats- und Regierungschefs sowie der Ressortminister erfolgen sollte.

Eine Geschichte der damals initiierten Gipfeltreffen in Dokumenten bietet nun eine von Jardin und Kimmel herausgegebene Quellensammlung. Sie enthält keine Archivalien, sondern Texte, die aus Anlaß der Zusammenkünfte von den Regierungen publiziert worden sind: Verträge, Kommuniqués, Pressekonferenzen, Interviews, Ansprachen, Toasts. Drei Dokumente werden allem Anschein nach erstmals veröffentlicht: der Vertrag über den Bau des Airbus A 300-B, die Konvention der Verteidigungsminister der Bundesrepublik und Frankreichs über das Kampfpanzerprogramm der neunziger Jahre und der Vertrag zwischen der Französischen Republik und den Bundesländern über einen europäischen Kulturkanal.

Nach einer instruktiven Einleitung präsentieren die Herausgeber die allesamt in französischer Sprache abgedruckten, meist in Auszügen und mit sparsamen Anmerkungen versehenen Quellen in sechs, zum Teil höchst unterschiedlich umfangreichen Abschnitten, die mit einer knappen »Présentation« eingeführt werden. Teil I enthält den Elysée-Vertrag nebst den Protokollen der Ratifikationsdebatten im Deutschen Bundestag und der Assemblée Nationale vom Frühsommer 1963. Teil II behandelt die noch in der Kanzlerschaft Konrad Adenauers ausbrechenden und erst mit dem Rücktritt Präsident de Gaulles endenden »débutés difficiles« (S. 85) der deutsch-französischen Gipfeltreffen bis zum März 1969. Teil III beleuchtet die Phase der »avancées prudentes« (S. 141) zur Zeit der Regierung Willy Brandts und der Präsidentschaft Georges Pompidous 1969 bis 1973. Teil IV zeichnet die Politik der »priorité européenne« des Tandems Helmut Schmidt und Valéry Giscard d'Estaing von 1974 bis 1981 nach. Kapitel V widmet sich der »relance de la coopération« (S. 247) vom Amtsantritt François Mitterrands 1981 bis zum Fall der Berliner Mauer 1989. Der letzte und bei weitem ausführlichste Teil VI geht schließlich der »nouvelle donne« (S. 345) nach der Wiedervereinigung Deutschlands bis zur Jahrtausendwende nach.

Wenngleich Jardin und Kimmel in der Einleitung zu Recht hervorheben, daß die Dokumentation ihrer Natur nach die Komplexität der deutsch-französischen Beziehungen nicht vollständig abbilden kann, so zeigen die Texte doch sehr eindrucksvoll, wie sehr sich das Verhältnis in den letzten vierzig Jahren weiter entwickelt hat. Wer sich über diesen Prozeß informieren will, für den stellt ihr Werk ein unverzichtbares Hilfsmittel dar.

Ulrich LAPPENKÜPER, Bonn

Frank FISCHER, »Im deutschen Interesse«. Die Ostpolitik der SPD von 1969 bis 1989, Husum (Matthiesen) 2001, 460 p. (Historische Studien, 464).

Dans l'intérêt allemand, mais aussi dans l'intérêt plus large de l'ensemble de l'Europe: le titre du livre reprend la phrase du chancelier Brandt prononcée devant le *Bundestag* (28 octobre 1969), lors de son accession au gouvernement. »Dies ist nicht nur ein deutsches Interesse, denn es hat seine Bedeutung auch für den Frieden in Europa und für das Ost-West-Verhältnis«, avait-il dit en présentant sa nouvelle politique en direction de l'Allemagne de l'Est (*Ostpolitik*). Et c'est cette double interrogation, sur les enjeux à la fois allemands et internationaux de la première puis de la seconde *Ostpolitik*, qui est au cœur de la démonstration de Fischer.

Ce livre, issu d'une thèse de doctorat de l'université de Erlangen, tente donc de répondre à ces questions essentielles. Pour ce faire, l'auteur s'est appuyé sur de nombreuses archives politiques, en particulier celles déposées à la Friedrich-Ebert-Stiftung, mais aussi sur des fonds politiques du parti et des organisations de masse de la RDA, versés aux archives fédérales. Il a eu également de nombreux entretiens avec les personnalités les plus importantes

du SPD. Le travail scientifique est rigoureux et la bibliographie imposante. On regrettera seulement l'absence de détails concernant les archives utilisées, dont seule la liste générale est donnée, tout comme celle d'un état explicite et daté des entretiens réalisés par l'auteur.

Le travail précis et convaincant de Fischer permet un retour sur des événements qui ont marqué deux décennies, non seulement de l'histoire allemande, mais aussi de celle des relations internationales et celle de la construction européenne, autour du concept de sécurité, dans une période marquée par plusieurs inflexions des relations Est-Ouest. Comment expliquer l'entêtement du SPD dans une politique qui se révélait de plus en plus à contre-courant? L'auteur apporte une réponse détaillée et engagée à cette question, et sa contribution permet en outre une plongée dans la politique extérieure allemande et dans les positions qui s'affrontent au sein du SPD.

Fischer aborde successivement les étapes de l'*Ostpolitik*, de 1969 à 1981, à partir de ses fondements historiques puis par l'analyse de la position particulière du SPD, coincé entre les contraintes pesant sur un parti au gouvernement et la force du mouvement contre les euromissiles. Entre 1981 et 1983, de nouvelles interrogations surgissent et le SPD semble à la recherche de lui-même et surtout d'une nouvelle politique extérieure. C'est le moment de la fin des compromis et du concept de «sécurité commune» lancé par Egon Bahr. Une troisième étape s'ouvre à partir de 1984, avec la politique étrangère «extraordinaire» du SPD. Celle-ci a pour objectif essentiel la recherche de nouveaux partenaires, tant à l'Est, où des contacts sont pris à Varsovie, à Prague et à Budapest, qu'à l'Ouest, avec la recherche d'appui à Washington, Paris et Londres.

Lors de la première *Ostpolitik*, des accords majeurs furent signés en peu de temps: d'abord le Traité de Moscou (12 août 1970), puis le Traité de Varsovie (7 décembre 1970). L'année suivante fut signé l'accord de Berlin (3 septembre 1971), qui était plus un texte, base de discussion, qu'un accord de portée réelle. Vinrent enfin le Traité fondamental entre les deux Allemagne (21 décembre 1972), le Traité de Prague (11 décembre 1973), suivi de la reprise des relations diplomatiques avec la Bulgarie et la Tchécoslovaquie (21 décembre 1973). On pouvait alors croire à l'ancrage définitif dans la politique extérieure de la RFA de cette *Realpolitik*.

Pourtant, malgré ces accords, on constate que ce fut le début du recul de l'*Ostpolitik*, dont l'auteur pense que le point culminant fut le triomphe électoral de Willy Brandt lors des élections de novembre 1972. Sans doute ne sut-il pas utiliser les chances que lui fournissait cette victoire. D'autres voient le point de césure dans le traité fondamental ou encore dans le Traité de Prague, considéré comme la dernière pierre de la politique bilatérale. Parmi les événements qui contribuèrent aussi à ce changement de ligne politique du SPD, on peut compter la conférence du désarmement (30 octobre 1973), le retrait de Brandt (6 mai 1974) et enfin l'acte final de la Conférence d'Helsinki (1^{er} août 1975). L'enterrement final de la détente, dont l'*Ostpolitik* était la version allemande, fut définitif avec le début de l'intervention soviétique en Afghanistan. Le problème pour le SPD était de savoir s'il allait suivre la rupture voulue par Moscou.

La réponse du SPD à cette question fut donnée en mai 1981, avec la nouvelle politique à l'Est, qualifiée de «politique de sécurité commune» par Bahr. Mais il n'est pas question de parler de «détente» avec cette seconde *Ostpolitik* qui constitue avant tout un premier pas pour sortir de la crise engendrée par le problème des missiles de moyenne portée, dont l'affaire éclate en 1979, déclenchant une crise d'une grande ampleur à partir de 1981 et de grandes manifestations pacifistes. Mais ce système de sécurité européen était-il possible, hors de l'emprise américano-soviétique? L'auteur en doute. En tout cas, ce problème engendre aussi une crise politique au sein même du SPD. Le chancelier Helmut Schmidt – qui avait toujours été sceptique vis-à-vis de l'*Ostpolitik* et qui était à l'origine de la demande et de l'acceptation par l'OTAN de la modernisation de l'armement stratégique (décembre 1979) – se retrouve progressivement isolé au sein de son parti, car ses conceptions s'opposent à

celles des autres hommes d'influence du SPD, tels que Brandt et Bahr, mais aussi Erhard Eppler, Karsten D. Voigt ou Oscar Lafontaine. Ce dernier va jouer un rôle majeur dans le recul de l'influence de Schmidt et la rupture est ouverte en novembre 1983. Leurs adversaires au sein du parti, de Schmidt à Apel, Leber, Kaiser ou Winkler, parlent alors de »lafontainisation« du SPD, mais ils ne sont pas entendus et c'est à nouveau la voie libre à la politique de sécurité commune, celle prônée par Bahr et soutenue par le mouvement anti-fusées. D'une manière générale, Fischer estime que l'influence de Bahr sur la politique extérieure de la social-démocratie allemande depuis 1963 a été sous-estimée, car le rôle de Brandt a plus souvent été mis en avant.

Mais à partir de 1982, cette politique du SPD se retrouve doublement dans l'opposition, à la fois dans la politique allemande et dans la politique mondiale, le refus de cette politique est unanime de la part des interlocuteurs à l'Ouest, l'incompréhension est générale. En France, le président socialiste François Mitterrand bat le froid à son ami Brandt et se tourne vers le chancelier conservateur Helmut Kohl pour élaborer une politique de coopération avec Bonn en matière de sécurité.

Le nouveau gouvernement Kohl veut se montrer pragmatique pour contrecarrer la position du SPD, en affirmant les »chances de la division«. Les discussions autour de la politique de sécurité mènent alors à un violent affrontement entre SPD et CDU. Fischer affirme que les accords qui écartent définitivement les missiles de moyenne portée de l'Allemagne (Traité de Washington, 1987) et la nouvelle politique de Gorbatchev ne sont pas, malgré les allégations du SPD, à mettre au compte de la »politique de sécurité commune«. Le dirigeant soviétique réformateur aurait fait ce qu'il fit pour la détente, quand bien même la seconde *Ostpolitik* du SPD n'eût pas existé. Par contre, comme ses prédécesseurs, il tenta d'instrumentaliser la position du SPD contre la politique de sécurité de l'Ouest et d'en jouer contre le gouvernement fédéral.

Cette nouvelle politique à l'Est du SPD, désormais dans l'opposition, visait avant tout un rapprochement avec le SED et Erich Honecker devenait un »partenaire pour la sécurité«. Les rencontres entre les deux partis aboutissent à l'idée que le SED est sur la voie de la réussite, qu'il va de l'avant et qu'il est la force d'entraînement de la société à l'Est. Cette nouvelle vision entraîne une série de nouveaux accords (zone libre d'armement chimique, 19 juin 1985, et corridor libre d'armement nucléaire, 21 octobre 1986). Mais le SPD se trompe quand il croit, suite aux discussions bilatérales d'août 1987, que le SED est sur le chemin de la réforme et de la libéralisation. En réalité toutes les discussions dans le cadre de nombreuses rencontres avec les partis communistes des différents pays de l'Est sont faites de »vacuité verbale« et Erhard Eppler le reconnut en juin 1989, lors d'un discours au *Bundestag*. Ce fut en fait une mystification totale, car le SED n'était pas capable de se réformer. Et pour les dissidents au régime de la RDA, ces contacts étaient considérés comme très négatifs, mais le SPD ne les entend pas car il croit avoir raison.

En 1989, le bouleversement opéré par la chute du mur surprend, car personne, au SPD ou ailleurs, ne s'y était préparé. Du côté oriental, c'est la fin brutale et sans gloire du SED. C'est aussi une nouvelle donne pour le parti socialiste allemand qui doit réviser entièrement sa ligne de conduite. Or les reproches contre celle-ci – de tous les horizons politiques – ne manquent pas: en particulier, on l'accuse d'être allé très loin avec les communistes et d'avoir un peu trop relativisé les principes et les valeurs de l'Ouest en cherchant à tout prix un rapprochement dont le SPD avait fait le moyen essentiel d'une libéralisation à l'Est. Et il suivit cette logique jusqu'à la fin. On peut poser aussi la question de savoir dans quelle mesure cette politique n'aurait pas malencontreusement freiné l'implosion du bloc de l'Est. Ce fut donc le début d'un réveil douloureux du SPD sur les erreurs de son passé, et le retour à la réalité fut difficile pour la plupart des sociaux-démocrates de la génération Lafontaine. Willy Brandt – d'une autre génération – fut le seul à prendre en compte immédiatement la nouvelle situation politique en 1989–1990.

Mais il reste quand même de cette *Ostpolitik* des points positifs: en particulier, il ne fait aucun doute que les bases de la politique initiée par Brandt, entre 1969 et 1973, se révélèrent fructueuses à long terme, même si le bilan est difficile à faire en ce qui concerne finalement la part de la réunification que l'on peut mettre sur le compte de cette politique. L'initiative de la politique d'ouverture vers l'Est reste malgré tout méritante, au regard de l'histoire, tout comme le renouveau de la solidarité qu'elle entraîna.

Françoise BERGER, Paris

Imke STURM-MARTIN, *Zuwanderungspolitik in Großbritannien und Frankreich. Ein historischer Vergleich 1945–1962*, Frankfurt (Campus) 2001, 316 S. (Campus Forschung, 825).

Immigration und Zuwanderungspolitik sind nicht nur in Deutschland, sondern auch in Frankreich und Großbritannien zentrale Themen öffentlicher Diskussion und politischer Auseinandersetzung. Der zwischen Paris und London lange schwelende Konflikt um das Asylbewerberlager Sangatte bei Calais hat das erst jüngst wieder deutlich gemacht. Die öffentliche Aufmerksamkeit und die gesellschaftliche Relevanz haben auch in der Wissenschaft ihren Niederschlag gefunden. Seit einiger Zeit erfreuen sich Studien zur Reaktion von Staat und Gesellschaft auf die Herausforderungen massenhafter Migration nicht nur unter Soziologen, Politikwissenschaftlern, Juristen und Ökonomen, sondern auch unter Historikern beträchtlicher Beliebtheit.

Sturm-Martins aus einer Berliner Dissertation hervorgegangene Studie unterscheidet sich in dreifacher Hinsicht von anderen Arbeiten zu demselben Themenkomplex. Erstens bezieht sie nicht nur wirtschaftspolitische Überlegungen und die Probleme der sozialen Integration der Zuwanderer ein, sondern untersucht darüber hinaus die Auswirkungen der Zuwanderungspolitik auf die internationalen Beziehungen. Zweitens hat sie einen komparatistischen Ansatz gewählt, der strukturelle Gemeinsamkeiten und nationale Spezifika besonders deutlich hervortreten lässt. Drittens ist die Studie konsequent aus den verfügbaren Regierungsakten gearbeitet; gerade viele französische Bestände werden hier erstmals systematisch ausgewertet. Der Verzicht auf die Erschließung weiterer Quellen wie Printmedien, Dokumente aus Partei- oder Gewerkschaftsarchiven ist in arbeitsökonomischer Hinsicht durchaus sinnvoll. Die Darstellung der öffentlichen Diskussion über Zuwanderung fällt auf diese Weise jedoch ein wenig farbloser aus als wünschenswert.

Die Vergleichsfälle Großbritannien und Frankreich sowie der Untersuchungszeitraum 1945 bis 1962 sind mit Bedacht und Geschick ausgewählt. Nur in Frankreich und Großbritannien fiel die politische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Aufbauphase nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs sowie die Ausweitung des Sozialstaates im Zeichen der Vollbeschäftigung mit verstärkter Zuwanderung aus noch bestehenden oder ehemaligen Kolonialterritorien zusammen – im britischen Fall waren dies vor allem die Karibik, Indien und Pakistan, im französischen Fall Algerien. Die zeitliche Überschneidung der Dekolonisierungsfrage mit dem Problem der Zuwanderung ermöglicht der Autorin, die Paradigmenwechsel innerhalb des »official mind« zu analysieren: Am Beginn des Untersuchungszeitraumes steht die rechtlich garantierte Freizügigkeit von Personen zwischen Kolonien und Mutterland als »unverzichtbarer Teil der kolonialen Ideologie und Praxis« (S. 18); das Ende wird in Großbritannien durch den *Commonwealth Immigrants Act* und in Frankreich durch die Unabhängigkeit Algeriens markiert, die beide auf ihre Weise die rechtlichen Grundlagen der Freizügigkeit einschneidend veränderten.

Die Regierungen und Ministerialbürokratien in London und Paris sahen sich mit der schwierigen Aufgabe konfrontiert, divergierende kolonial- und außenpolitische, ökonomische und sozialpolitische Interessen in Einklang zu bringen. Dabei traten zentrale Gemeinsamkeiten in der Problemwahrnehmung der britischen und französischen politisch-admini-